



**ACCORD ÉLECTORAL PS/VERTS SUR LE NUCLÉAIRE :
LA NOTE VA ÊTRE SALÉE POUR LA FRANCE ET LES FRANÇAIS**

1/ Le PS et les Verts sacrifient l'intérêt général sur l'autel des alliances électorales

Plutôt que de se préoccuper de la crise et des problèmes des Français, la gauche fait de la cuisine électorale pour se répartir les postes et les sièges de députés de l'après 2012, dans l'éventualité d'une victoire de François Hollande.

François Hollande troque le soutien des Verts contre quelques circonscriptions électorales et un démantèlement de la filière d'excellence du nucléaire. Il sacrifie ainsi l'intérêt général à son intérêt électoral personnel, revenant au passage sur sa parole :

- **François Hollande** : « un candidat socialiste ne peut prétendre sortir du nucléaire » « abandonner une industrie où on est sans doute les meilleurs, serait ni économiquement sérieux, ni écologiquement protecteur, ni socialement rassurant. » (18 mars 2011 AFP).
- **Eva Joly n'est pas en reste dans la compromission** : « Nous ne sommes pas prêts à brader nos idées pour quelques dizaines de circonscriptions », « La sortie du nucléaire ne peut pas être à moitié ». (Canal+, 13 novembre 2011).

En contradiction avec leurs beaux discours, François Hollande et Eva Joly ont fait l'inverse de ce qu'ils affirmaient dans la tradition des tractations politiciennes de la IV^{ème} République. François Hollande amorce une sortie du nucléaire (fermeture de 24 réacteurs sur un total de 58 en France) et les Verts ont renoncé à un engagement sur une sortie définitive contre l'assurance d'avoir « **25 députés** » en cas de victoire de la gauche. **En clair, les Verts ont passé un troc de 1 député pour 1 réacteur nucléaire fermé...**

Au final, ce sont les Français qui paieront la facture de cet accord qui prévoit l'abandon d'1/3 de la capacité de production de notre industrie nucléaire, ce qui entraînera une **explosion de la facture d'électricité, des destructions de milliers d'emplois, l'aggravation du réchauffement climatique et la perte de notre indépendance énergétique.**

2/ Fermer 24 réacteurs nucléaires, c'est 50% de hausse sur la facture d'électricité

- **L'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire qui produisait 25% de son électricité.** La KfW, équivalent allemand de la Caisse des Dépôts, estime le coût de ce désengagement à **250 mds €**. En France, on peut estimer que le passage de 75% à 50% de nucléaire (une baisse de 25 points comme en Allemagne) coûterait **au moins 250Mds€**.
- **Le rapport de l'Union Française de l'Electricité (UFE)** explique que le scénario de François Hollande coûterait **382 milliards €**, hors prix du démantèlement des centrales qui se chiffre en dizaines de milliards €. **Une folie en cette période de crise.**
- Et il ne faut pas croire **que les énergies renouvelables pourraient faire baisser la facture d'électricité** : aujourd'hui l'éolien terrestre est 4 fois plus cher que le nucléaire, l'éolien «offshore» 8 fois plus et le solaire photovoltaïque 15 fois plus.

⇒ **Cela se traduira par une augmentation de la facture d'électricité de 50%.**

3/ Fermer 24 réacteurs, c'est acter un gigantesque plan social

- **Pour faire tourner un réacteur nucléaire, il faut environ 350 personnes. En supprimant 24 réacteurs, ce sont donc 8500 emplois directs qui sont supprimés.** Outre ces personnes travaillant sur les sites nucléaires qui risquent le chômage immédiat, **selon EDF 400 000 emplois directs et indirects sont menacés par le plan de réduction.**

Un exemple concret : à **Chinon, 8000 habitants, il y a 4 réacteurs qui seraient fermés en cas d'élection de François Hollande.** Ces 4 réacteurs représentent plus de 2800 emplois (1413 emplois sur le site même et le double en comptant les emplois indirects). La population active de Chinon est d'environ 3500 personnes, cela veut dire que 80% de l'emploi de Chinon est lié au nucléaire. Si on ferme cette activité, c'est un sinistre social massif pour Chinon et tout son bassin d'emploi.

- **Selon Areva, l'arrêt de la filière nucléaire MOX, mentionné dans l'accord originel entre PS et Verts, menace 14 000 emplois...**
- **Sans compter que le bas prix de l'électricité en France pour les entreprises (1,5 fois moins chère qu'en Allemagne) est un élément d'attractivité qui freine les délocalisations.**

⇒ **Au total, dans le marchandage PS-Verts, 1 siège de député Vert coûte 16500 emplois !**

4/ Fermer 24 réacteurs, c'est fragiliser l'une de nos filières industrielles d'excellence

- PS et Verts expliquent qu'ils veulent réindustrialiser notre pays mais en voulant réduire notre production nucléaire **ils fragilisent une industrie où la France est leader mondial et qui pèse pour 12 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2009, soit 0,7 % du PIB français.**
- Le contribuable aussi y perdra de l'argent **car la facture pour EDF de la fermeture de 24 réacteurs sera de près de 9 milliards € par an,** ce qui sera dangereux à terme pour la viabilité d'une entreprise **dont l'Etat possède près de 85%.**
- **PS et Verts laissent planer un doute sur l'avenir du projet de l'EPR** (dans la droite ligne de l'ambiguïté habituelle de François Hollande qui affirme qu'il ne fermera pas l'EPR, mais se réserve la possibilité de revenir sur cette position), ce réacteur nouveau qui permet une réduction d'au moins 30% de certains déchets radioactifs, une augmentation de 36% de la production d'électricité par rapport aux réacteurs actuels, et qui est une technologie de pointe attractive pour l'exportation.
- **Et n'oublions pas que la filière nucléaire, ce n'est pas seulement la production d'électricité, c'est aussi tout un secteur de recherche qui a des applications dans de très nombreux domaines.** Par exemple l'IRM (imagerie par résonance magnétique), couramment utilisée dans le domaine de la santé, repose sur le principe de la résonance magnétique nucléaire. En renonçant au nucléaire, on prend le risque d'assécher des pans entiers de notre recherche industrielle.

5/ Fermer 24 réacteurs, c'est augmenter le réchauffement climatique

- **Ne nous servons pas de Fukushima pour oublier Kyoto !** En 2010, nos émissions de CO² étaient inférieures de 10 % au niveau défini par le Protocole de Kyoto. En termes de rejet de CO² dû à la consommation d'énergie, la France n'émet ainsi qu'1,6 tonne de carbone par habitant, contre 2,7 pour l'Allemagne, et 2,2 pour l'Union européenne, **grâce au nucléaire,** énergie non carbonée. Certains écologistes comme Patrick Moore (cofondateur de Greenpeace) ont reconnu que le recours au nucléaire était légitime contre le réchauffement climatique, menace planétaire urgente.

- **En effet les énergies renouvelables ne pourront à elles seules compenser l'arrêt de 24 centrales,** (pour remplacer nos 58 réacteurs, il faudrait près de 100 000 éoliennes, soit plus de 2,5 éoliennes par commune, 60 fois plus que le parc d'éoliennes existant, et ceci alors que le solaire et l'éolien sont des « **intermittents de l'énergie** » : le vent ne souffle qu'1/4 du temps et le soleil ne brille pas la nuit) nous devons donc acheter du fioul et du charbon, très polluants, pour couvrir nos besoins en électricité. Cela augmentera nos émissions de gaz à effets de serre jusqu'à 50% selon Henri Proglio, Président d'EDF.

6/ Fermer 24 réacteurs, c'est renoncer à notre indépendance énergétique

- Grâce au nucléaire, nous avons un **taux d'indépendance énergétique de 50%** contre 25% en 1973. **C'est ainsi que nous ne dépendons pas du gaz russe ou du pétrole saoudien.**
- **En renonçant à 25% de nucléaire, nous serons obligés d'acheter pour environ 7 milliards d'euros d'électricité par an à l'étranger.** La facture ne peut que s'alourdir avec le temps alors que les prix de l'énergie vont grimper avec une demande énergétique qui va croître de 30-40% dans le monde en 20 ans.

- ⇒ Renoncer à un des fondamentaux de notre indépendance, qui a toujours fait consensus sous tous les Présidents de la République, c'est faire primer les calculs politiques sur l'intérêt général, c'est du cynisme et de l'idéologie.
- ⇒ L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire a d'ailleurs remis, jeudi 17 novembre, un rapport qui affirme clairement **qu'aucune fermeture de réacteur français ne s'impose car aucun réacteur ne présente de risque pour notre sécurité.** Son directeur général, Jacques Repussard dit clairement : « il n'y a pas de motif de sûreté pour fermer des installations nucléaires en France ».